

Jusqu'où le libre-échange ?

ÉCRIT PAR LECOURRIERDEGUADELOUPE.COM / PIERRE-ÉDOUARD PICORD

25 avril 2014

L'Europe et les USA ont entamé depuis juin 2013 des négociations relatives à un partenariat transatlantique de commerce et d'investissement. Un vaste accord de libre échange qui selon les plus optimistes devrait permettre une hausse de la croissance de 0,5% en Europe et créer 2 millions d'emplois. On ne peut guère s'étonner d'une telle initiative puisque depuis la création de l'Union européenne, les Etats-Unis ont toujours considéré cet espace comme un pré-carré, sorte de marché subsidiaire, zone de repli, quand sur le plan international l'orage gronde. Avec une crise économique qui dure depuis 2008 et une croissance de retour, mais chancelante, on peut dire qu'ils ont même mis du temps à solliciter les voisins du Vieux Continent. Problème, l'Europe devra renoncer à toute protection sanitaire des produits, renoncer aussi aux terroirs voire aux normes européennes de qualité qui protègent non pas les producteurs mais les consommateurs. Et ce n'est pas tout. Sous prétexte de complexité, les négociations sont menées par les technocrates européens à l'insu des ministres qui lorsqu'ils demandent des informations sont fermement rembarrés. Si les ministres eux-mêmes sont tenus à l'écart, il ne faut surtout pas espérer une information claire, franche et démocratique à l'attention des populations. Toutefois, ce secret organisé a eu pour conséquence de soulever l'hostilité de l'opinion publique européenne de plus en plus fermée au libre-échange. De l'autre côté de l'Atlantique ce n'est pas mieux. L'opinion publique américaine est elle aussi en train de se raidir contre ce projet. De fait, les producteurs américains auraient autant à perdre sinon plus que les producteurs européens. Car ne nous voilons pas la face, les USA chantres à tout crin du libéralisme sont en réalité les plus grands protectionnistes du monde. Même chez les démocrates des voix s'élèvent déjà pour combattre ce projet sur lequel Barack Obama, tout comme d'ailleurs François Hollande, a fondé beaucoup d'espoir. Si le projet devait aboutir on assisterait aussi à un recul supplémentaire des Etats au profit des multinationales. Une perspective qui n'effraie pas le moins du monde les Américains habitués à

honnir l'Etat mais qui ferait encore un peu plus entrer l'American way of life dans les mœurs européennes. Cependant, le projet est loin d'aboutir, même si ce ne serait pas la première fois que la France et l'Europe avancent à pas forcés contre l'opinion publique. L'exemple le plus criant c'est l'adoption par le Parlement français du traité européen qui avait été rejeté par le peuple par référendum en 2005. À la question « Approuvez-vous le projet de loi qui autorise la ratification du traité établissant une constitution pour l'Europe ? » le non l'avait emporté à 54.68% des suffrages. Et on s'étonne après cela que l'Europe soit tant décriée et que les partis de gouvernement qui en défendent le principe soient si inquiets à l'approche des prochaines élections européennes. Cela dit, concernant le partenariat transatlantique de commerce et d'investissement rien n'est fait. Depuis 1960, toutes les négociations de libre-échange entre l'Europe et les Etats-Unis ont toujours échoué. Rien n'est perdu.